Troisième lien : un pont au lieu d'un tunnel? p.2
Le Racoin dans Saint-Sauveur p.4 Capitalisme et rue piétonne p.6
Lectures d'été p.10

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 49, Numéro 3, Juin-Juillet 2022 > Droitdeparole.org



Baignade au bassin Louise

Après des décennies, les citoyens et les citoyennes ont réussi à convaincre les décideurs de permettre la baignade au cœur du Vieux-Québec. Premier bassin urbain en Amérique du Nord, cet espace de fraîcheur s'offrira p our l a p remière f ois a ux c itadins. L'eau est-elle assez bonne? Elle-t-elle salée? Toutes les réponses à vos questions en page 5.

Projet de logements sociaux sur la rue Saint-Vallier Ouest: notre critique

La Ville de Québec veut construire un bâtiment avec logements sociaux et garderie sur un stationnement de la rue Saint-Vallier Ouest. Elle entend couper un arbre et peut-être d'autres et augmenter le nombre d'étages permis. Comment mieux intégrer le projet à son environnement? p.3

ZILE dans Maizerets : Résister et fleurir

Dans la poursuite de l'occupation du territoire, des militants et des militantes de l'asile contre la ZILE dans Maizerets ont commencé à travailler la terre. Une valorisation de la nature et de l'humain contre le développement techno et le béton. P. 7

2 Droit de parole Juin-Juillet 2022 Opinion

Le troisième lien: un pont comme plan B

Par Claude Bélanger, M. Arch., Ph. D. (Géographie urbaine)

Deux importants projets d'infrastructures de transports sont présentement à l'étude dans la région de Québec: un tunnel sous-fluvial, qui relierait les centres de Québec et de Lévis, et un tramway qui serait construit dans les quartiers centraux de Québec. Au total, ces deux projets pourraient représenter une facture de quinze milliards.

Étonnamment, les deux projets sont indépendants l'un de l'autre, et ils ne s'inscrivent dans aucun plan de transport intégré répondant aux enjeux de la région. Alors qu'ils sont encore à l'étude, les deux projets font l'objet d'intenses communications publiques et ils suscitent de nombreux questionnements parmi la population. Plusieurs problèmes, assez importants, sont encore soulevés, ce qui donne à penser que les avant-projets et les études de faisabilité technique n'ont pas été complétés. Et certains groupes en viennent même à douter de la pertinence de ces projets.

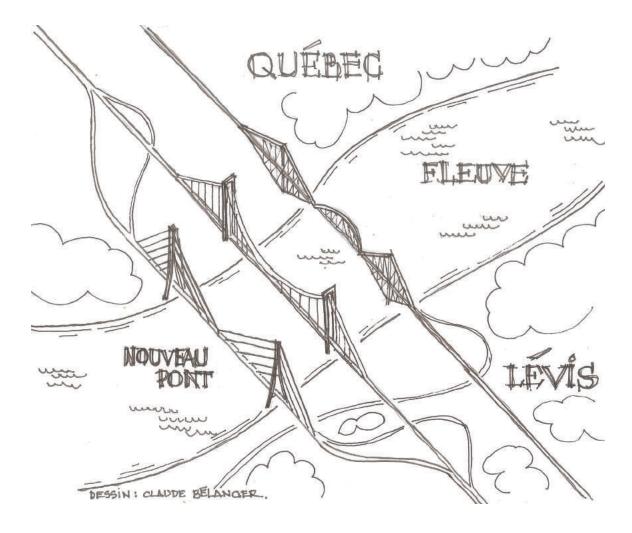
Dans le cas du tramway par exemple, on se demande pourquoi chambouler les quartiers centraux alors qu'on pourrait simplement poursuivre la modernisation des autobus qui, soit dit en passant, forment déjà un réseau structurant. Et, à la fin, on constate que la ville n'est pas assez grande pour héberger un deuxième moyen de transports collectif. Cela impose des pôles d'échange qui apparaissent superficiels et créent des ruptures de trajet qui pénalisent l'efficacité des parcours.

D'autres, plus cyniques, disent qu'il faut un tramway parce que les trois milliards sont disponibles: «Si on ne prend pas le magot, il s'en va à Montréal». De toute façon, nul doute que ce montant pourrait servir à l'électrification de notre réseau d'autobus et à l'amélioration de son accessibilité.

Dans le cas du troisième lien, on prend pour acquis qu'il devrait avoir la forme d'un tunnel à l'est. Les études comparatives d'avant-projet ne semblent pas avoir inclus la possibilité de construire un troisième pont, tout juste à l'ouest du pont Pierre-Laporte. Pourtant, si une chose est évidente, c'est que les problèmes de

circulation dans la région sont surtout localisés dans le secteur des ponts. Et on peut penser que ni le tunnel, ni le tramway, ne vont contribuer à régler ce problème, du moins à court terme.

Le secteur des ponts est un point névralgique sur le plan des transports: le pont de Québec est un lien fertunnel coûterait toujours cinq à six fois plus cher qu'un nouveau pont qui serait construit tout juste à l'ouest du pont Pierre-Laporte. Inévitablement, ce dernier projet présenterait des difficultés techniques, mais pas plus importantes que celles du tunnel. Comme on le voit, à lui seul l'avantage des coûts rend pertinente l'analyse d'un troisième pont comme plan B.



roviaire important entre les deux rives, alors que le pont Pierre-Laporte doit desservir à lui seul toutes les autoroutes qui doivent traverser le fleuve à cet endroit. Cela comprend un important transport commercial qui provient de plusieurs régions, même des États-Unis.

C'est le contexte géographique du rétrécissement du fleuve qui a fait privilégier la construction des ponts à cet endroit. Quand, par comparaison, on examine la coupe de terrain du tunnel, il ressort que la longueur du tracé est conditionnée par la géographie, essentiellement par la largeur et la profondeur du fleuve à cet endroit. D'où une longueur de tunnel de 8,3 kilomètres, alors qu'on traverse le fleuve en seulement 1,5 kilomètres aux niveaux des ponts. Cette situation fait que le

Le projet d'un troisième lien, aussi important par son coût et ses enjeux, mériterait donc une analyse comparative entre ces deux solutions, soit le tunnel, soit le pont. Parmi les critères, il y a l'inscription de chacun des projets dans la logique territoriale de la région. On le sait, la géographie conditionne toute l'implantation humaine dans la région, depuis les Premières Nations à l'embouchure de la rivière Saint-Charles, en passant par l'installation des Français à la Place Royale. L'histoire de notre région montre qu'à toutes les étapes du développement, même pour les autoroutes urbaines et l'implantation des banlieues, le paysage urbain a été construit par couches successives, en tenant compte des conditions géographiques, des implantations existantes, des réseaux viaires et des trames cadastrales sous-jacentes.

De cette manière, la localisation des ponts a défini des axes de développe-

ment importants qui continuent de croître aujourd'hui. C'est à prendre en considération car on s'inscrit, à cet endroit, dans une logique territoriale très forte, avec des contraintes qui exigeraient certes du doigté, mais pour un projet qui présenterait un beau défi sur le plan du développement. Le nouveau pont pourrait avoir six voies alors que le tunnel n'en aurait que quatre. Et les travaux de branchement au réseau existant seraient beaucoup plus simples, d'où un projet qui pourrait être cinq fois moins cher que le tunnel. Il restera à trouver le nom de ce nouveau pont!

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest Québec (Québec) G1K 1K2 418-648-8043 info@droitdeparole.org

droitdeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook *Droit de parole* a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de

discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du

ministère de la Culture et des Communications du Québec. Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec ISSN 0315-9574 Courrier de 2e classe N° 40012747 Tirage: 6000 exemplaires Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville. Disponible en présentoirs **Équipe du journal:**

Francine Bordeleau, Yorik
Godin, Robert Lapointe, Simon
M. Leclerc, Monique Girard,
Alexandre Dumont, W. Stuart
Edwards. Sophie Lavoie.

Coordination: Nathalie Côté Révision: Alexandre Dumont, Lorraine Paquet Design: Marie-Isabelle Fortin

Collaboration spéciale:

Nicole Moreau, Claude Bélanger, Andréann Poirier, Sophie Lavoie, Sandy James Mackay, Pascal Grenier **Photos:** DDP, Andréann Poirier Claude Bélanger
Illustrations: Claude Bélanger
Imprimeur: Les travailleurs
syndiqués de Hebdo-Litho

PROJET DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR SAINT-VALLIER OUEST

Les gens du quartier ont leur mot à dire

Par Nathalie Côté

Un projet de logements sociaux orchestré par la Ville de Québec et l'Office municipal d'Habitation du Québec a été présenté aux citoyens et citoyennes du quartier lors d'une «consultation » en téléconférence Zoom le 25 mai dernier. Les personnes présentes ont soulevé plusieurs critiques. Le projet, qui en est encore à l'état d'esquisse, ne suscite pas l'enthousiasme. Il n'est pas trop tard pour le modifier. Survol de quelques enjeux.

La Ville et l'Office municipal d'habitation du Québec (OMHQ) entendent construire ce bâtiment à l'hiver 2023 sur un stationnement dont la Ville est actuellement propriétaire. Il abritera trente-sept logements, dont une partie attribuée à des personnes âgées, de même qu'une garderie et des locaux communautaires au rez-de-chaussée.

Plusieurs personnes demandent qu'une consultation ait lieu en présence. Éloïse Gaudreau, travailleuse au Comité des citoyens et citoyennes de Saint-Sauveur, a souligné l'importance que la Ville fasse une consultation en présence, dès septembre prochain, rappelant que tout le monde n'a pas accès à un ordinateur et à Internet. Pierre-Luc Lachance, conseiller de Saint-Roch Saint-Sauveur, ainsi que les représentants de la Ville de Québec, n'ont pas exclu que la Ville réponde à la demande des citoyens.

Encore une dérogation de zonage?

Avec l'augmentation du coût des logements, il ne fait aucun doute que la demande de logements sociaux est criante partout à Québec. Cela justifie-t-il une dérogation de zonage? Certains propriétaires résidents déplorent l'arrivée d'un bloc dans le paysage. L'actuel zonage permet treize mètres (ou quatre étages) et la Ville veut l'augmenter à quinze mètres (cinq étages). Plusieurs citoyennes vivant autour de l'actuel stationnement ont souligné que la construction, dans sa version actuelle, allait diminuer leur qualité de vie.

À cet égard, la Ville peut faire ce qu'elle veut s'il s'agit de logements sociaux. Mais est-ce pour autant acceptable? Nous ne sommes plus dans les années 1970 ou 1980 alors que se construisaient d'affreuses tours et autres HLM, en dépit de l'architecture environnante.

L'histoire du stationnement et son utilité

Ironie du sort, une citoyenne résidente près de l'actuel stationnement a rappelé que pour faire ce stationnement il y a quelques décennies, la Ville a acheté et démoli un petit immeuble à logements!

Un commerçant, dont le commerce familial est dans le quartier depuis plusieurs générations, a pour sa part déploré la disparition éventuelle de ce stationnement utile aux clients comme aux employés des commerces. Il a suggéré de construire du logement social sur le terrain des sœurs du Sacré-Coeur, à quelques centaines de mètres plus loin, les sœurs étant prêtes à offrir du terrain gratuitement pour la construction de logements socials.

Le stationnement actuel est aussi utilisé comme stationnement lors des tempêtes de neige. Une partie des places extérieures seront conservées (dans la section nord du terrain) et les autres se retrouveront en sousterrain. Plusieurs citoyens ont déploré qu'avec la perte éventuelle de places de stationnements, apparaîtront peut-être bientôt des vignettes à 80\$ par année pour les résidents du secteur.

Couper encore des arbres en 2022?

Dans la version actuelle du projet et dans la perspective selon laquelle des places de stationnements sous-terrain seraient construites, la Ville entend couper seulement un arbre situé au coin Carillon et Saint-Vallier.

Mais en ville, un arbre bien situé vaut de l'or. Et celuilà est particulièrement bien situé. Le petit rectangle de verdure coin Carillon et Saint-Vallier est important pour l'harmonie de la rue. Pour le conserver, la forme du bâtiment devra être modifiée. La solution est de s'inspirer du bâtiment de l'autre côté de la rue et d'adapter la forme au contexte. Il serait souhaitable également de conserver la clôture de fer forgé en symétrie avec celle du parc Durocher.

Alors que le stationnement appartenant à la Ville compte plusieurs arbres matures, dont quelques magnifiques tilleuls, la Ville ne peut assurer de tous les sauver étant donné l'ampleur du chantier. En somme, aucun arbre ne doit être coupé pour cette construction. L'idéal, serait même d'en ajouter

Faire un projet architectural adapté à l'environnement

Un bâtiment doit tenir compte de l'architecture environnante. Les boiseries des belles maisons de l'autre



L'arbre que la Ville planifie de couper au coin Saint-Vallier Ouest et Carillon. Photo: Claude Bélanger

côté de la rue, les belles tourelles, le cachet typique de la rue Saint-Vallier : tout cela n'est pas du tout considéré dans l'esquisse actuelle de la Ville. Une esquisse qu'on pourrait qualifier de générique. Pour l'heure, c'est un plan-type sorti d'un tiroir.

Il est tout à fait possible, si le projet va de l'avant, de faire une architecture inventive et exemplaire qui donnera de la valeur à la rue. Faire un projet invitant, véritablement écologique et novateur. Un projet qui va donner envie aux gens d'y habiter. Un projet qui va enchanter le voisinage et faire honneur aux commerçants. À cet égard, une citoyenne a suggéré d'intégrer un toit vert au bâtiment, d'en faire un toit terrasse.

Si la Ville et l'OMHQ persistent à faire un bâtiment à cinq étages, il serait pertinent de les faire en escalier, en s'inspirant du bâtiment de logements sociaux situé au parc Durocher en face.

En somme, ce projet de logements sociaux au cœur de la rue Saint-Vallier devrait participer à l'enrichissement du quartier avec et pour les citoyens et les citoyennes.



Vue actuelle de la rue Saint-Vallier Ouest. À droite bordé d'arbres, le stationnement que la Ville a choisi pour la construction du bâtiment. Photo: DDP



Projet de logements sociaux de la Ville de Québec et de l'OMHQ sur la rue Saint-Vallier Ouest.

Source: Ville de Québec

Les semis du Racoin

Par Andréann Poirier

Samedi le 21 mai dernier avait lieu la deuxième édition de la vente annuelle de semis biologiques au Racoin. Malgré son titre, l'événement n'avait rien de commun à votre typique centre jardin. Bien davantage qu'une journée passée sous des chapiteaux à écouler des stocks d'inventaires, le collectif dynamique dirigé par Maude Deblois-Mawn avait rassemblé, sur leur charmant site lové en contrebas de la falaise sous la côte Sherbrooke, des jeunes des maisons de jeunes du quartier, dont la Canopée du Roi. En partenariat avec Action culture Saint-Sauveur, chacun et chacune, armé(e) de bombes de peintures, pouvait laisser libre cours à son expression en taguant des murs blancs installés pour l'occasion. Un autre atelier, destiné à leur apprendre à fabriquer des bombes de semis, ne manquait rien pour les intéresser au jardinage.

Au milieu des kiosques des différents producteurs et productrices de semis, de légumes, d'engrais bios ou encore de grillons - la protéine du futur considérée comme l'une des plus écologiques - ainsi que divers artisans et artisanes de la région, dont le collectif inspiré « Bestiaire des ruelles », présent sur place pour offrir leurs « poèmes sur le fly » aux gens, l'activité a connu un franc succès. La musique de l'artiste vagabonde folk-punk Margaret Tracteur a donné le ton à cette journée « grassroot».

L'objectif de ce collectif sans but lucratif est de s'impliquer, de faire communauté notamment pour améliorer les conditions de vie des résidents de ce quartier de la ville moins favorisé. La vente de ces fameux plants biologiques, qui ont d'ailleurs tous trouvé preneurs en à peine quelques heures, n'était qu'un prétexte pour rassembler, faire sortir les gens de leur sous-sol. C'est l'esprit du lieu, une sorte d'espace nouveau genre, un petit havre de nature planté en milieu urbain, aménagé et ouvert en 2019 dans la cour de voisins où règne l'entraide et la solidarité.

Si vous êtes intéressés par l'action de ce collectif, sachez qu'ils ont récemment mis en ligne une pétition concernant une maison à vendre tout près du Racoin. Située au 619 rue Durocher, elle est laissée au prix de 200 000 \$, dans un état de délabrement tel qu'il est



Discussion au Racoin. Photo: Andréann Poirier

interdit au prochain acheteur de la rénover. Porte-parole et responsable du collectif de la rue Arago, Maude Deblois-Mawn défend les intérêts de son quartier avec cette pétition qui a pour but d'obtenir de l'appui pour que la Ville rachète le terrain et le transforme en espace communautaire.

Questionnée au sujet des « îlots de fraîcheur », elle n'a pas acquiescé, cherchant à se dissocier des causes propres au comité de citoyens Verdir Saint-Sauveur. Toutefois, son collectif militant indépendant ne manque pas de bonnes idées pour que la place soit reconvertie effectivement dans le sens du culturel et de l'environnement. Mais, pour l'instant, il s'agit de faire en sorte que la ville achète le terrain avant qu'un promoteur immobilier, intéressé par la spéculation, n'en

fasse l'acquisition. Maude craint la perte d'espace de vie pour les plantes, les animaux et les gens du quartier qu'entraîne nécessairement cette gentrification.

Soutenez le Racoin qui milite pour les conditions de vie des résidents de Saint-Sauveur et signer leur pétition en ligne pour un espace public vert pour St-Sauveur.

«Nos choses ont une deuxième vie » déménage

Par Pascal Grenier

L'organisme « Nos choses ont une deuxième vie », fondé par un groupe de citoyens volontaires en 2020, est une entreprise sans but lucratif qui s'affaire à remettre en valeur et à vendre en ligne (www.noschoses. org) des surplus domestiques donnés par les gens de la région de Ouébec.

D'abord installé dans un modeste local loué, situé dans le nord de Charlesbourg, l'organisme s'est vite trouvé à l'étroit. C'est ainsi que nous avons entrepris des recherches intensives pour trouver un plus grand local à un prix abordable. Ces démarches nous ont amenés récemment à l'église Saint-Albert-le-Grand où nous avons loué la partie arrière du bâtiment donnant sur la 2e Avenue au 3065, avec un espace de 4 000 p.c. et une entente raisonnable.

Nous venons tout juste de finir de déménager et de nous installer avec nos milliers d'articles. Il faut dire que nous acceptons et vendons à peu près tous les types d'objets dont les gens veulent se départir (meubles, électroménagers, appareils électriques, vêtements, vaisselle, CDs, DVDs, vinyles, livres, literie, bibelots, articles de sports et de bébés, etc.).

Actuellement, nous avons deux employés et une équipe de bénévoles qui s'affairent à recueillir, classer, nettoyer, vérifier, réparer et remettre en vente, à bas prix, sur un site web tous les objets reçus. Le site est très convivial, et il est facile d'y magasiner en cherchant dans un moteur de recherche ou en sélectionnant des catégories d'articles. Les choses apparaissent en photos avec une brève description et un prix. Une fois un objet sélectionné (mis dans le panier), on peut poursuivre ainsi pour plusieurs articles et régler le tout avec une carte de crédit. On nous avise ensuite, dans un court délai, que la commande est prête. On peut, par la suite, choisir de venir chercher la commande au 3065, 2e Avenue, Limoilou ou de faire livrer moyennant un coût raisonnable.

Nous vous encourageons à participer à ce super projet, bon sur les plans environnemental, social et économique. Nous avons besoin de donateurs, mais aussi et surtout d'acheteurs, car il y a plus de dons que d'achats. Aussi, les bénévoles sont les bienvenus!

Personnellement, je m'implique dans ce projet à différents niveaux, ce qui m'aide à lutter contre l'écoanxiété. Au lieu de me faire du mauvais sang et de broyer du noir, à la suite, entre autres, des décisions gouvernementales irrationnelles sur lesquelles j'ai peu de pouvoir, je me concentre sur des actions concrètes pour construire un avenir meilleur.

Pascal Grenier, sec.-trés. Nos choses ont une deuxième vie 3065, 2e Avenue, Québec (Québec) GIL 3G1 noschoses@mail.comwww.noschoses.org (418) 623- 3026 local (418) 907-9790 direction générale 5 Droit de parole Juin-Juillet 2022 Actualité

Enfin la baignade au Bassin Louise

Par Michel Beaulieu, biologiste, signataire de la Déclaration du 24 août 1996

Le 30 mai dernier, le Port de Québec, la Société des Gens de Baignade (SGB) et l'OBNL Village Nordik ont annoncé qu'un bain portuaire serait mis en place aux quais Renaud, derrière l'Espace 400e, dans le bassin Louise dès cet été. Ce lieu baptisé l'Oasis sera dorénavant animé à l'année.

Le premier à lancer l'idée de baignade dans le bassin Louise fut le géographe Léonce Naud, en 1991. Cinq ans plus tard, 28 participants à une première baignade signent la Déclaration du 24 août, l'acte de naissance de la SGB. Un projet de plage est développé avec l'espoir qu'elle devienne le legs du gouvernement fédéral pour marquer, en 2008, le 400e anniversaire de la Ville, sans succès.

En 2018, la SGB revient à la charge avec un concept de bain portuaire, inspiré de celui de Copenhague, première ville à mettre en place un tel équipement en 2002. Depuis, plusieurs villes scandinaves et, en 2016, Paris, ont fait de même.

Le 28 juin 2021, le Port de Québec et la SGB conviennent de travailler conjointement dès l'automne sur le projet, dont la réalisation s'amorce en janvier 2022.

Pour prendre la mesure du défi que cela représente, mentionnons que l'Oasis sera le premier bain portuaire d'Amérique du Nord, New York, Boston et Vancouver ayant des projets en gestation. À ce jour, les promesses des administrations Coderre (2015) et Plante (2019) d'en aménager un à Montréal sont restées sans effet.

De son côté, le bain portuaire de Québec suscite beaucoup d'approbation, mais révèle également le gouffre qui s'est creusé entre le fleuve et certains citoyens.

Renouer avec le fleuve

Québec, fondée à l'intersection de la Saint-Charles et du Saint-Laurent, a longtemps été une ville d'eau. C'était toujours vrai à la fin des années 1960, le tout à l'égout faisant toutefois son œuvre. En juin 1968, le ministère de la Santé du Québec émet un avis de fermeture de la plage de l'Anse au Foulon - la plus populaire de toutes - pour cause de pollution de l'eau. Les autres, il y en avait 44, suivront, mettant ainsi un terme à la baignade dans le fleuve. La population intègre le message jusqu'à aujourd'hui. Pourtant...

En 1978, le gouvernement du Québec lance le Programme d'assainissement des eaux. Au cours des 30 années suivantes, plus de 800 stations d'épuration seront construites. Si au début des années 1980, 98% de la population québécoise était raccordée à un réseau d'égouts qui rejetait directement, sans traitement, les eaux usées dans les cours d'eau, ce pourcentage est aujourd'hui de moins de 2%. Résultat: la qualité de l'eau du Saint-Laurent s'améliore drastiquement.

Les stations d'épuration ont toutefois été conçues pour traiter des volumes d'eaux usées limités. Par grandes pluies, le volume d'eau à traiter explose. Il y a alors surverse, c'est-à-dire que les eaux usées sont déversées directement dans les cours d'eau. Début 2000, la Ville de Québec s'attaque à ce problème. Des bassins de rétention, immenses réservoirs souterrains, sont construits pour recueillir les surplus et, une fois l'orage passé, les rediriger vers les stations d'épuration.

Études et échantillons

En 2009, la Ville créé un groupe de travail inter-services sur la qualité de l'eau des plages. Son mandat est de trouver les causes de contamination et de les éliminer. Ainsi, en 2014, des prélèvements sont effectués à 60 exutoires pluviaux ou trop-pleins se déversant dans le fleuve; ils démontrent que le nombre d'exutoires contaminés par temps sec est passé de 58% (2011) à 8%. Un cas majeur a été découvert: du fait d'un bris dans une conduite principale, la moitié des bâtiments de l'Université Laval déversaient directement dans la Saint-Charles, l'équivalent des eaux usées de 10 000 personnes.

Les travaux de ce groupe se poursuivent depuis. Grâce à eux, des milliers d'échantillons sont prélevés annuellement aux diverses plages de Québec, à l'embouchure de toutes les rivières et à divers points le long des rives du Saint-Laurent, de même qu'à la sortie des exutoires pluviaux du fleuve. Cependant, les résultats de ces analyses ne sont pas rendus publics. On ne peut obtenir les rapports annuels de l'opération qu'en faisant une demande officielle d'accès à l'information à l'administration municipale.

Un contraste avec Montréal, qui opère le programme Qualo, consistant à effectuer, une fois par semaine, une analyse bactériologique de l'eau sur la rive ceinturant l'île. Tous les résultats sont immédiatement mis en ligne et rendus publics via une carte interactive. Un clic permet à quiconque d'obtenir le plus récent résultat d'analyse et la température de l'eau. De plus, les résultats sont publiés chaque semaine dans les hebdos régionaux durant la période estivale. Le bilan annuel peut également être consulté en ligne.

Le grand secret

À ce jour, Québec, en dépit de sa politique de données ouvertes, a opté pour le secret, quitte à passer sous silence des interventions remarquables et des résultats indiquant une nette amélioration de la qualité des eaux. Pourquoi? Refroidir d'éventuels usagers et ménager sa responsabilité? Si personne ne met le pied à l'eau, rien ne peut se passer, non? C'est d'ailleurs dans cet esprit que la Commission de la capitale nationale a réalisé à ce jour les différentes phases d'aménagement de la promenade Samuel-de-Champlain, érigeant un véritable mur de roches entre les promeneurs et le fleuve.

Si le Vieux-Port de Montréal doit s'inspirer du Port de Québec en matière de bain portuaire, la Ville de Québec doit, elle, s'inspirer de Montréal en matière de diffusion de ses données sur la qualité de l'eau.

Ce qui est aussi vrai pour Lévis, qui ne semble avoir aucun programme de suivi de la qualité de l'eau ni de volonté d'emboîter le pas à la Rive-Nord concernant la baignade. Heureusement, la construction du troisième lien devrait éventuellement permettre aux Lévisiens de traverser rapidement le fleuve en voiture pour venir se baigner sur la Rive-Nord...

Retour à l'eau à la Baie de Beauport

Le retour s'est amorcé à la Baie de Beauport grâce aux véliplanchistes vers 1980. Entre 2002 - 2005, Accès Saint-Laurent Beauport pilote, avec la Ville et le ministère de l'Environnement, une campagne d'échantillonnage majeure (284 mesures). Un modèle prédictif est développé permettant la baignade 67% du temps, mais la Direction régionale de la santé publique recommande le maintien de l'interdiction totale, en dépit du fait que les planchistes batifolent sans problème dans l'eau à portée de bras.

En 2015, suite à une campagne de sensibilisation par la Zone d'intervention prioritaire de Québec et Chaudière-Appalaches sur l'amélioration de la qualité de l'eau du fleuve, le gestionnaire de la Baie de Beauport propose à la Ville d'y permettre la baignade. La Ville donne un contrat au Centr'eau de l'Université Laval qui développe un modèle prédictif. Depuis 2016, la baignade y est permise 70 % du temps en moyenne. Le verrou a sauté!

Et le bassin Louise?

Certains n'ont jamais mis le petit doigt dans le Saint-Laurent, si ce n'est en Gaspésie. De là deux questions étonnantes concernant le bassin Louise.

«L'eau est-elle salée?»

Non, l'eau est douce. L'eau du Saint-Laurent ne commence à être saline qu'à l'extrémité est de l'Île d'Orléans.

«L'eau doit être froide?»

Non. L'eau vient du sud. À Québec, en juillet-août, elle peut atteindre 25°C.

Finalement: «L'eau doit être polluée?»

Non. Entre 1998 et 2009, le Port de Québec, le ministère de l'Environnement et la Ville se sont livrés à 8 campagnes d'échantillonnage pour déterminer la qualité de l'eau du bassin. Résultat: l'eau s'est avérée de très bonne qualité, année après année. Depuis le début mai, en prévision de l'ouverture du bain portuaire, la Ville échantillonne. Pour le mois de mai, la qualité est demeurée excellente. Certains jours, l'eau était presque potable!

Comment expliquer cela? Sauf l'écluse qui permet à l'eau du Saint-Laurent d'y entrer - selon une étude, l'eau du bassin se renouvelle en un peu plus de deux jours du fait de cet échange -, le bassin Louise est isolé du milieu ambiant. Il n'est pas en contact avec la Saint-Charles. Aucun égout ne s'y jette. Pas de surverse non plus.

Résultat: une eau propre, translucide, constatation que tous les baigneurs affiliés à la Société des gens de baignade ont été en mesure de constater, in vivo. Bonne baignade!

UN BAIN PORTUAIRE

Un bain portuaire est un aménagement plus ou moins complexe, majoritairement constitué de rampes et de pontons, permettant d'accéder — à partir d'un quai et à des fins de baignade — à l'eau d'une zone portuaire située en milieu urbanisé. L'équivalent existe déjà à la marina, permettant aux propriétaires d'embarcations d'y accéder.

Capitalisme et rue piétonne ou pourquoi Marie-del'Incarnation ne sera jamais apaisée de sa circulation

Par Sophie Lavoie



Le brigadier Jérémie Leblanc et les enfants de l'école Saint-Malo, le 13 juin 2022. Photo: DDP

Mon dernier article pour le journal Droit de Parole portait sur la notion de la violence urbaine liée aux VUS. L'idée de la violence associée aux automobiles vient des études urbaines critiques. En effet, une génération de jeunes auteurs invite leurs collègues à réfléchir à la violence automobile. Selon eux, les innovations techniques liées à la conduite de la voiture en milieu urbain ont bouleversé notre vie urbaine et ont créé une multitude d'injustices qui sont aujourd'hui invisibilisées par le discours dominant.

Je vous en partage ici quelques-unes, pour faire suite à la manifestation initiée par des jeunes de l'École Saint-Malo le 25 mai dernier, mais aussi pour élargir le débat et l'élever au-dessus de la pourriture ambiante d'opinions publiques qui polarisent le Québec ces temps-ci, entre les pro et les anti (insérez ici ce qui vous convient : troisième lien, densification, VUS, tramway, etc.).

En effet, le débat entourant l'usage de l'automobile est complexe et ne se résume pas à des opinions tranchantes entre les clans des pour et ceux des contre. Voici donc quelques-unes des injustices que subissent certains groupes de personnes en raison de l'utilisation accrue et populaire de l'automobile.

Les injustices démographiques : vos enfants et vos grands-parents ont plus de chance de mourir alors qu'ils traversent la rue

Les manifestations initiées par des jeunes devraient nous inquiéter. Alors que ceux-ci sortent dans l'espace public pour revendiquer le droit à des aménagements sécuritaires autour de leur école primaire, ces phénomènes sont minimisés par l'élite politique et passent malheureusement sous le radar médiatique. Pourtant, cela devrait gravement nous inquiéter sur le monde que nous avons construit pour eux et qui configurera malheureusement celui de demain. En effet, selon le Centers for Disease Control and Prevention, une agence gouvernementale de santé publique aux États-Unis, la cause première de mort chez les jeunes âgés de 5 à 24 ans est la mort par automobile ou par «accident», comme nous en faisons usage courant dans notre langage commun.

Pourtant, ce ne sont pas des accidents. C'est le résultat concret de plusieurs années de décisions politiques qui ont créé ces circonstances. C'est aussi le résultat d'ingénieurs, d'architectes et d'urbanistes qui ont créé des rues pour les automobiles, sans se soucier une seule seconde des conséquences fatales que ces aménagements pourraient avoir sur les citoyens de la ville. L'«accident» impliquant une automobile et un. e piéton. ne est décrit par les autorités médiatiques et politiques comme une tragédie individuelle et inévitable. Le pauvre enfant aurait dû s'écarter du chemin pour laisser la grosse automobile rouler à pleine vitesse. La grosse automobile, ses angles morts et sa puissance ne sont pas responsables de cet «accident», pas plus que le comportement du chauffeur, victime lui aussi de cet accident. Il ne faut surtout pas accuser les ingénieurs qui sont derrière l'aménagement de cette rue.

Enfin, dans un contexte de population vieillissante et de démographie complètement déséquilibrée, les personnes de 64 ans et plus sont disproportionnellement représentées elles aussi dans les «accidents» automobiles. Elles ont moins de chances de se remettre d'un choc et elles ont moins de vitesse et d'habilité pour traverser les nombreuses autoroutes urbaines. L'automobile est ainsi une menace pour les personnes âgées et les enfants. Ils sont pourtant les usagers de la route les plus vulnérables; ne devrions-nous pas nous préoccuper d'abord de leurs besoins plutôt que ceux de nos grosses carcasses de fer?

Injustices socio-économiques : les pauvres meurent davantage que les riches dans les «accidents» de la route

Les personnes à revenu inférieur sont plus impliquées dans les accidents mortels de la route impliquant un piéton et un automobiliste. Plusieurs raisons expliquent cela. Premièrement, les personnes à revenu modeste sont plus sujettes à marcher et à utiliser les transports actifs dans leur déplacement que les riches. Les pauvres habitent aussi des quartiers défavorisés et moins urbanisés. Comme ils paient moins de taxes, ils ont moins de services et d'infrastructures, comme des mesures d'apaisements, de la peinture au sol et des pistes cyclables séparées de la circulation automobile.

Étrange que Saint-Sauveur, un des quartiers les plus pauvres de la ville de Québec, n'ait pas le droit à son petit tronçon de rue piétonne cet été... La ville de Québec et la SDC en ont voulu autrement. En effet, la rue piétonne, pour exister, doit être un centre d'achats à ciel ouvert! Regardez la rue Cartier, Saint-Joseph, les terrasses de restaurants, les commerces. Ou l'exemple de l'avenue Mont-Royal à Montréal. On vient s'y empiffrer, manger des burgers trop salés et gras, avec de la bière trop chère. On vient acheter des affaires, pour avoir plus d'affaires. On vient s'y parquer pas très loin avec notre VUS, pour ramener ces mêmes affaires dans notre maison, et se dire : «C'est bon pour l'économie, les rues piétonnes!»

C'est à se demander si la priorité est la sécurité, la rencontre, l'organisation entre citoyens pour exercer la démocratie, dans des lieux calmes et conviviaux. Non. La priorité, c'est de consommer, c'est de redorer nos artères commerciales, c'est de vous faire arrêter pour acheter. Marie-de-l'Incarnation ne sera jamais piétonne, à moins que d'ici le prochain mois, une vingtaine de commerces y ouvrent et s'ajoutent au Vidéo Centre-Ville et à la Poutinerie. Anyway, c'est qui qui regarde encore des DVDs ? (clin d'œil à Vidéo Centre Ville, moi je regarde vos supers DVDs et j'adore la poutine de la Poutinerie!).

Le point est que l'économie capitaliste et les rues piétonnes sont intimement liées. On ne veut pas d'organisations citoyennes spontanées, de fêtes de quartiers, d'enfants qui jouent sans craindre de se faire tuer, de jardiniers en guerre contre le béton, d'artistes qui occupent l'espace avec des mots doux, de jeunes adolescentes qui fument leur premier joint en cachette loin du regard de leurs parents, de personnes âgées qui n'ont plus de dangereuses artères à traverser pour s'acheter une pinte de lait, de mères de familles qui ne craignent plus de sortir avec leurs poupons. Ou pire, de citoyens qui installent des chaises pliantes dans leur entrée pour jaser avec leurs voisins. Des entrées, ça sert à parquer son char, pas à socialiser.

La rue piétonne, pour exister, doit mériter sa place. Cette place est sur l'artère commerciale et non pas dans des milieux de vie fréquentés par des humains, qui sont pourtant accidentogènes et fatals. Voilà pourquoi les enfants de l'École Saint-Malo, à moins d'une nouvelle administration municipale sensible aux injustices liées à l'automobile, continueront, en septembre prochain, à craindre de se déplacer pour aller s'éduquer. Leur lutte est la mienne.

Résister et fleurir



Plantation d'arbres ce printemps par des militants et des militantes de l'asile contre la Zile. Photo: DDP

Nous sommes sur un terrain vague dans le quartier Maizerets. Mais qui sait où nous nous trouvons réellement? Qui se rappelle qu'il n'y a encore pas si longtemps, les habitant.es de ces terres s'en nourrissaient, que des vaches y broutaient l'herbe? Comprenons ce qui s'est passé ici pour mieux nous reprendre en main.

Nous sommes sur un fragment de terres nourricières qui ont été coupées par la construction de l'autoroute 40. Au nord, on retrouve le plus gros fragment des « terres des Sœurs de la Charité », terres agricoles dont l'avenir est en jeu. Ici, au sud de l'autoroute et le long de l'avenue d'Estimauville, la fromagerie SMA (Saint-Michel Archange, du nom de l'Hôpital administré par les Sœurs de la Charité) a tout de même continué ses opérations jusqu'en 2007, transformant le fromage produit sur la ferme laitière en collaboration avec ce qu'on appelait à ses débuts « L'asile des aliénés de Québec ». Puis, petits et grands, permis ou non, des jardins collectifs en ont occupé une partie, se confrontant aux plans des gestionnaires municipaux.

Par contre, tout dernièrement, ces terres ont encore été fragmentées, cette fois au profit de l'installation de Medicago, une entreprise consacrée à la bio-pharmaceutique, et à son grand stationnement bétonné qui étouffe le sol vivant. Le reste de ce fragment, toujours propice à la vie et d'une dimension considérable, est aujourd'hui menacé par l'expansion de ce monde de hautes technologies, une accumulation de techniques vouées au contrôle et au profit, qui prétendent reproduire la vie, mais qui y sont en fait totalement hostiles.

En effet, les gouvernements et les entreprises privées proposent d'accaparer ces terres et plusieurs autres terrains du quartier pour un projet nommé la ZILE (Zone d'Innovation Littoral Est), renommé Innovitam, qui s'inscrit dans un projet encore plus vaste de développement n'ayant fondamentalement rien de nouveau: poursuivre la logique du profit à travers la technologie du contrôle et de la surveillance, expulser toute vie qui s'attache et résiste.

La ZILE, techno et pharmacogénétique

Dans ce contexte, Medicago est un exemple du type d'entreprise qui se prépare à prendre les terres de Maizerets. Une entreprise qui utilise une image soi-disant d'écologie et de santé (« utiliser des plantes pour produire des vaccins ») pour dissimuler la vérité: des organismes génétiquement modifiés, des usines à molécules, des cultures aseptisées contenues dans une bulle de verre et d'acier, des bâtiments en tôle

reposant sur du béton, des lieux coupés du reste de la vie et de la communauté. Soulignons aussi qu'un des actionnaires importants de Medicago n'est nul autre que le cigarettier Philip Morris, grand magnat de la « santé » s'il en est.

La gestion du COVID-19 nous a offert un avant-goût de ce qu'on nous prépare: tout pour le profit qui se trouve dans l'industrie pharmacogénétique, les plate-formes numériques qui sur lesquelles nos échanges sont médiés et qui organisent nos vies, le traçage des populations, le suivi des comportements et l'ingénierie sociale. On nous prescrit isolement et médicaments. On nous présente une petite santé, nihiliste et profondément malade. Pourtant, nous savons qu'être ensemble a ses vertus thérapeutiques, que cultiver des plantes et des espaces de liberté peut nous soigner des maladies civilisationnelles qui nous affligent. Voilà la possibilité d'une Grande Santé. Voilà pourquoi nous sommes ici, sur ces terres toujours fertiles.

Ces terres témoignent d'un ancien rapport, pas encore techno-pharmaceutique, à la maladie mentale qui articulait plutôt dans une modalité conservatrice les concepts de terre, de travail et de santé. Deux régimes de violence qui se succèdent : à un régime d'enfermement et de prise en charge totale de la vie et de l'environnement s'additionne un régime bio-politique, qui fait de la santé un impératif de la citoyenneté, générant des milliards de dollars de revenus aux fabricants de médicaments.

Au milieu de cette violence, des aliéné.es, des marginaux, des incarcéré.es pour trop de créativité, ou pour des douleurs incomprises, ont sans doute déjà pu souffler ici, sortir d'un hôpital surpeuplé même à ses débuts. Nous foulons le sol où ont été forcé.es de travailler tant de Nelligan, de « vieilles filles » et « d'hystériques » (c'est-à-dire des femmes peut-être trop fortes pour leur époque), d'« homosexuels » sans doute, de petites gens inaptes au travail.

Défendre les terres fertiles

La Ville de Québec prévoit vendre ces terres fertiles, qui pourraient être garantes d'une certaine sécurité alimentaire pour les communautés locales, à des entreprises privées. On veut, encore, bétonner le sol. Tuer les êtres qui l'habitent. Empêcher les communautés locales de se nourrir, de se prendre en main.

Nous sommes aujourd'hui sur ce sol pour mettre un terme à ce massacre. Nous reprendre en main. À Montréal, dans le quartier Hochelaga, les communautés opposées au développement de Raymont Logistiques parlent de « résister et fleurir ». Nous partageons cette double volonté qui consiste à « résister » à l'expansion de ce que l'on nomme encore « développement » et à « fleurir » depuis le sol qui nous nourrit, la terre qui nous constitue, les êtres vivants avec qui nous pouvons entrer en relation.

Ici, maintenant, sur ce territoire fertile menacé par la ZILE (Innovitam), nous vous invitons à cultiver la vie. Célébrer le vivant. Réfléchir aux violences qui ont été causées par le passé et offrir un peu de dignité aux gestes que leurs victimes ont posés, en décidant, nous aussi, d'en poser, en parlant au « nous », en parlant d'autonomie. Offrir également aux générations suivantes la possibilité de se nourrir de cette terre et de bénéficier de la présence d'une multitude d'espèces. Nous invitons toutes les communautés de Québec à protéger ce territoire menacé par les gouvernements et leur aveuglement, à défendre, par tous les moyens, ce qu'il reste de vivant. Cette terre n'est pas la nôtre, mais elle n'est surtout pas la leur. Elle revient à l'ensemble des communautés du vivant qui peuvent encore y trouver refuge, y prendre asile, s'y sentir accueilli.es, l'habiter et en prendre soin.

Faisons communauté en ce sens et mettons terme à ce massacre annoncé qu'est la ZILE (Innovitam).

Aujourd'hui, notre action de plantation sur ce territoire vise à signifier notre présence, à expérimenter et connaître les lieux, s'y lier, peut-être même y ajouter un peu de diversité et donner un coup de pouce au retour d'un boisé mature. Nous expérimentons des techniques simples, utilisons ce que nous trouvons sur place le plus possible. Avec de la chance, une centaine d'arbres et diverses espèces vivaces et indigènes pourront y prendre racine. Et nous entendons les défendre contre l'implantation de ce monde de hautes technologies qui ravagent les processus de vie.

Venez y faire vos expérimentations, vos jardins, votre place, vos cabanes, et partager les nôtres. Défendons-les comme nos corps. Nos initiatives se compléteront et, ainsi, nous croyons pouvoir créer un lieu qui n'appartient à personne et à tout le monde en même temps!

Contre la privatisation, occupons. Contre la bétonnisation, plantons. Contre la ZILE, nous aussi prenons ici asile.

L'asile est une Zone à défendre au cœur de Maizerets. Joignez-vous à nous.: asile@riseup.net

Salut Gadou!(le film)

«J'y étais en 1978 avec Gadou»

Par Sandy James Mckay

Le 4 juin dernier au Musée national des Beaux-Arts, il y avait les éclairs et surtout de grandes frappes de tonnerre à l'intérieur comme à l'extérieur. Dans le musée, les jeunes électrifient une foule par leurs discours et leurs chants. Un très chaleureux accueil, quoi! Au début de la présentation du film, Salut Gadou!, 200-250 personnes étaient présentes.

L'idée du projet de film d'après les faits des grandes luttes de Saint-Jean-Baptiste et du livre Salut Gadou! du journaliste Malcolm Reid, est d'Hélène Matte, artiste bien connue au Québec. Elle a rassemblé une quinzaine de jeunes : certains ont écrit le scénario et ils sont tous dans le film. Le jeu des actrices et des acteurs est formidable. Leur interaction est naturelle. Ce film est un petit bijou.

Le scénario du film Salut Gadou! s'est inspiré des grandes luttes populaires de la Maison des Jeunes de Saint-Jean-Baptiste au centre de l'histoire, mais aussi du courage et de la détermination des jeunes dans la lutte des coops de la rue Saint-Gabriel pour la conservation des arbres lors de la construction du projet de condos de Charlebec.

Malcolm Reid a eu l'idée d'écrire le roman de Salut Gadou! qui a été adapté par les jeunes écologistes recrutés par Hélène Matte, devenue pour un moment travailleuse de rue et organisatrice culturelle. La version 2022 tourne autour des arbres et de leur sauvegarde. Il s'agit d'un travail de médiation culturelle avec des jeunes du quartier Saint-Jean-Baptiste et les Résidences Bourlamaque, anciennement connu sous le nom HLM Bourlamaque.

Une histoire de luttes populaires

Lorsque les trois paliers du gouvernement ont décidé de raser des centres-villes pour bâtir des autoroutes, il fallait reloger des familles évincées de leur beaux logements. On leur a construit des tours en béton de vingt étages. Cela se faisaient dans tous les grandes villes du monde dans les années 1960.

En même temps, les gouvernements créaient des énormes problèmes sociaux. À l'époque, le Projet Bourlamaque était un satellite de la Maison des jeunes, coordonné par une animatrice de notre équipe appuyée par la Ville de Québec. Il continue encore aujourd'hui. Évidemment, les jeunes ne sont plus des fondatrices-bâtisseurs de notre époque. La jeunesse est aujourd'hui plus cosmopolite, arrivant au Canada comme réfugiés ou immigrants avec les talents, et facilement adaptés à notre jeunesse.

Leurs moyens de résistance sont cependant identiques à ceux employés dans la grande lutte de 1978 jusqu'à 1990 dans Saint-Jean-Baptiste: appui massif des autres groupes syndicaux et populaires, entrevues à la radio et dans les médias tous les jours, manifestations, occupations. Et enfin, victoire!



Au début de la Maison des Jeunes en 1976, les jeunes se maquillaient, s'habillaient, jouaient et filmaient en chantant les grandes chansons du groupe Kiss. Photo: courtoisie.

Entre la lutte dans sa réalité, telle que notée dans les médias tout le long de l'occupation (42 jours et nuits) de la Maison des jeunes à l'époque, et le film Salut Gadou! vient le livre de Malcolm Reid. Un livre que l'auteur décrit comme fiction! Les personnalités principales étaient observées par Malcolm Reid. Il les décrit avec précision.

Gadou et ses deux frères

Gadou a été le petit nom des deux frères qui participaient de façon exemplaire autant à la Maison des jeunes qu'au Projet Bourlamaque. Leur famille avait été expulsée d'un beau logement rasé, et relogée au Bourlamaque. Ti-Guy est le vrai nom d'un des bâtisseurs du groupe.

Malcolm Reid décrit très bien aussi Ginger Baker. C'est loin d'être une invention de son imagination. C'est moi, l'auteur de ces lignes! Malcolm Reid se décrit comme un observateur de la politique québécoise. Je le vois observant tous les détails avec sa conjointe, Réjeanne, qui travaillait au Comité des citoyens de l'Aire 10 et qui s'impliquait dans les luttes. Je reconnais là la belle écriture de Malcolm Reid.

Cependant, utiliser la lutte des militants et militantes sans les identifier, est-ce éthique? Les observateurs contribuent-ils à nos luttes? C'est là la question. Un journaliste qui observe et écrit les faits dans un journal a de l'influence.

Un journaliste qui rapporte des faits de nos luttes selon ses fantaisies, aide-t-il notre caus que les mérites qui reviennent aux jeunes soient claironnés partout! Les jeunes de 1976 et les jeunes de Salut Gadou! ont plusieurs traits en commun. Les deux commencent par un film. Au début de la Maison des Jeunes en 1976, les jeunes se maquillaient, s'habillaient, jouaient et filmaient en chantant les grandes chansons du groupe Kiss. Avec d'autres personnes et d'autres groupes, on luttait pour sauver le quartier et la culture communautaire. Aujourd'hui, les jeunes de Salut Gadou! luttent pour leur environnement, leur préoccupation principale.

Possiblement, Malcolm du clan Reid et Sandy du clan Stuart/McKay pourront s'entendre sur un compromis pour définir ce film en le définissant comme un documentaire romancé ou un roman historique. Bref, c'est grâce à Hélène Matte et ses jeunes collègues que les faits sont désormais connus!

Je tiens spécialement à dédicacer ce texte à la militante Louise Fortin, une inspiration pour les jeunes.

Une belle figure de Proulx

Par Francine Bordeleau

Comme dans une volonté de faire déterminé pour lui. contrepoids à la dureté du monde, Monique Proulx prend le parti de la bonté coûte que coûte, vaille que vaille.

C'est à l'âge de 20 ans et des poussières que Markus Kohen, juif hassidique ne supportant plus d'être étouffé par sa communauté et cidevant narrateur de Enlève la nuit, a décidé de partir pour le « Frais Monde », de se mêler à la faune urbaine au risque de s'y perdre. « Tu es jeune et libre », se dit-il lorsque les ennuis pleuvent, par exemple après que Charlie Putulik lui a volé tout son argent. Charlie quête, Charlie vole, il est comme ça et à quoi bon vouloir qu'il soit autrement, c'est demander l'impossible.

Ainsi raisonne Markus, qui n'est pas un sot pour autant. La mauvaiseté, le malheur et le désespoir, trop souvent rencontrés dans le Frais Monde, il connaît. Il a lui-même été tenaillé par « Faim et Froid, les deux frères jumeaux », jusqu'à vouloir en mourir. Mais un ange gardien, une présence bienveillante était là. Puis il est allé à la « Maison qui accueille les êtres perdus que personne ne réclame » au lieu de retrouver la « tente puante » de Charlie Putulik, la Maison où s'entassent « cent êtres délabrés [...] qui rivalisent de misère sale », « cent rejetons répugnants de Faim et Froid »...

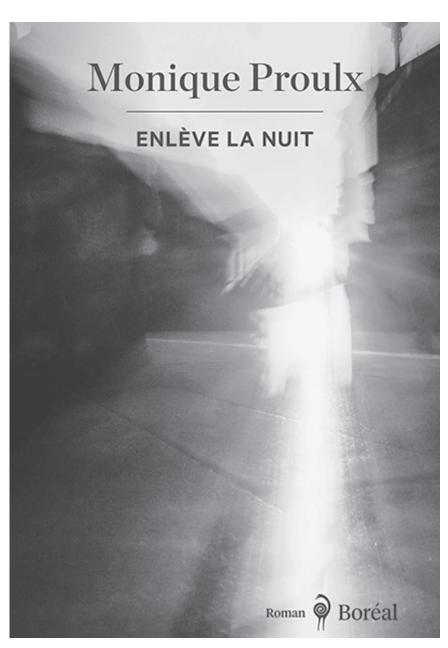
Et c'est ainsi que Markus Kohen est né une seconde fois, et cette fois pour vrai semblet-il. À Markhus est donné le luxe inouï de se créer à l'âge de 20 ans, de choisir lui-même ce qu'il est plutôt que d'être ce qu'on avait

Conscience ambulante

Markus se crée, et cela implique qu'il s'écrit. Jusqu'à ses 20 ans, jusqu'à sa fuite, le garçon n'avait que « la langue haïe de là-bas ». Du français il ne connaissait que quelques mots, comme « s'il vous plaît », « manger », « travail », « merci ». Il doit donc tout apprendre, jusqu'au langage. Cela lui confère une voix unique, une syntaxe toute personnelle qui nous rappelle au passage la brillante styliste qu'est Monique Proulx.

Voix unique, Markus Kohen, aperçu brièvement dans Ce qu'il reste de moi de la même auteure (Boréal, 2015), est un personnage unique aussi, ou à tout le moins inhabituel dans la littérature québécoise, car sauf erreur, les figures à ce point lumineuses n'y sont pas légion. « Qu'est-ce qu'un homme? » se demande Markus. Cette question, c'est son leitmotiv. Ça veut dire quoi, vivre et être un être humain? Markus y pense continuellement, la conscience de son humanité ne le quitte jamais. D'où sa bonté intrinsèque, de toute évidence.

Candide des temps durs, Markus voit la misère infâme, le mal immonde, et veut « enlever la nuit » pour que peut-être se lèvent des jours neufs et clairs. Des jours que n'auraient pas contaminés les oripeaux de la mauvaiseté.



Monique Proulx, Enlève la nuit, Montréal, Boréal, 2022, 343 p.

Corps entravés ne tremblent plus

Par Monique Adam, mai 2022.

Vendredis de poésie du TAP. Poème lu le 10 juin à la Maison de la littérature.

Pendant que tu fixes en creux ce monde déshabillé de sa grâce et le silence du sang sur les fronts

Avons-nous failli devant le feu mortuaire du ciel. Éclats. Obus. mains calcinées dans les ornières le sexe des femmes rouge et immolé l'écho voilé des cris d'enfant et l'or des cathédrales

Les cimetières anonymes ne suffisent plus Tu ne dis rien. Tu imagines Les ballets d'Odessa coulés dans la mer Noire L'escalier du Potemkine ses corps ravalés Alors que des hommes cousus de haine Frappent malmènent les os du courage

Tu savais l'ancien sacrifice de Plaines les morts de faim par millions mains sur la bouche cela suffisait pourtant

Le désir peut-il être totalitaire Avons-nous failli devant la danse obsessionnelle des primates les tourments des hommes les astres fous et la terre incendiée que deviennent les arbres dressés comme des icônes noircies

À quoi sert la beauté le culte des morts et la cartographie des nuages devant les tombes pillées

Le monde s'enlise tes mots ne peuvent rien pour les corps qui meurent sous la peur ces enfants à qui on laisse en héritage les catastrophes sans nom

Déplacer l'ailleurs ici palper en aveugle des miettes de bonté sur la peau des batailles et l'acier du mépris

débusquer les parcelles de fer rouillé sous les ongles Les traces des fauves dans la nuit des combats payer le prix du feu et des outrances

Le gel dans les fractures du cœur

n'est pas un accident.



10 Droit de parole Juin-Juillet 2022

Les sorcières

Par Francine Bordeleau

Ce n'est pas un livre à proprement parler, ce n'est pas un jeu de tarot ni un jeu de cartes, mais cet objet indéfinissable qui s'intitule Clairvoyantes: Un oracle littéraire tient un peu des trois.

Sous la direction d'Audrée Wilhelmy, cette œuvre collective réunit 14 écrivaines parmi lesquelles Mélikah Abdelmoumen, Hélène Dorion, Louise Dupré, Catherine Lalonde ou encore Élise Turcotte. Au total, donc, 15 oracles (les oracles étant des personnes qui pratiquent la divination) qui signent chacune 3 textes puisque l'œuvre se décline en 3 domaines : les figures, les lieux et les objets.

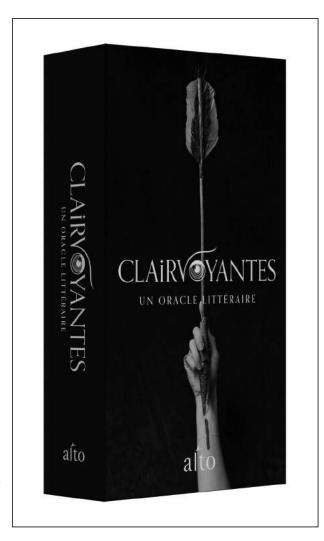
Les figures, ce sont par exemple l'aïeule, la chasseresse, la tentatrice ou la veuve. Ça ressemble un peu aux figures du tarot. Les lieux sont entre autres la bibliothèque, le boudoir, la rivière et la tombe. Enfin parmi les objets on trouve le balai (!), la dentelle, le pinceau et le voile.

Avec chaque figure, chaque lieu et chaque objet vient une carte. Les 45 cartes sont l'œuvre de la photographe Justine Latour et sont franchement superbes.

Ne reste plus qu'à jouer, à deux, à trois ou en groupe. On pose une question et on pige trois cartes. L'interprétation est fournie par les textes des oracles. Ces textes peuvent, et même doivent être lus comme n'importe quel texte littéraire.

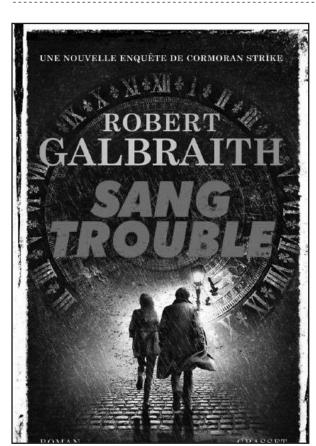
Au final, les éditions Alto, sises ici même à Québec et passées maître dans l'art de l'étonnant, nous proposent un objet magnifique composé d'un livre et de cartes et présenté en coffret, qui emprunte à la fois à la littérature et aux arts visuels. Un ravissement!

CLAIRVOYANTES : UN ORACLE LITTÉRAIRE
Collectif sous la direction d'Audrée Wilhelmy,
photographies de Justine Latour
Québec,
Alto,
2022, 104 p., 45 cartes



Quand une femme en cache une autre

Par Francine Bordeleau



ROBERT GALBRAITH

Sang trouble
traduit de l'anglais par Florianne Vidal
Paris, Grasset, 2022

928 pages

Après Frédéric Dard (alias San-Antonio), Romain Gary (Émile Ajar), Stephen King (Richard Bachman) et bien d'autres, J.K. Rowling, célébrissime mère de Harry Potter, s'est créée un double littéraire et, depuis 2013, signe des polars sous le nom de Robert Galbraith. Ma foi, ça se lit!

Sang trouble est le cinquième livre de Robert Galbraith, et la cinquième enquête menée par Cormoran Strike et son assistante Robin Ellacott. Leur agence londonienne a acquis une certaine notoriété, ce qui vaut à Strike d'être interpelé par une inconnue alors qu'il se trouve en Cornouailles, en visite chez sa tante Joan qui se meurt du cancer. L'inconnue, hantée par la disparition de sa propre mère survenue en 1974, aimerait que Strike reprenne l'enquête sur cette affaire restée irrésolue. Méchant contrat!

À l'époque, l'affaire avait fait du bruit. La Dre Margot Bamborough devait rejoindre une amie dans un pub un soir vers 18 h, après le travail. Elle n'est jamais arrivée et nul ne l'a plus revue depuis. On n'a pas retrouvé de cadavre. Un tueur en série sévissait à Londres et Bill Talbot, l'inspecteur chargé de l'enquête, croyait dur comme fer que la docteure avait été tuée par ce Jack l'Éventreur des années 1970. Anna, la fille de Margot, avait à peine 1 an.

Quarante ans plus tard, Dennis Creed, le tueur psychopathe, croupit en prison et Talbot est mort. Ce dernier avait séjourné à l'asile et aujourd'hui, à lire son volumineux dossier sur l'affaire, on comprend pourquoi! « Il croyait pourchasser un démon », dira Robin. Obsédé par la magie noire, féru d'astrologie et de tarot, et même « un tantinet raciste » selon d'aucuns, Talbot a donné à son en-

quête (et à ses notes) un tour bizarre dès le début. Conséquemment, Cormoran Strike et Robin Ellacott auront fort à faire pour séparer le bon grain de l'ivraie.

De fausses pistes en chausse-trappes

L'intrigue que nous propose Galbraith-Rowling court sur 900 pages bien tassées et couvre l'année 2014, marquée au Royaume-Uni par le référendum sur l'indépendance de l'Écosse (il y est d'ailleurs fait allusion dans le récit). Ladite intrigue n'en est pas moins menée tambour battant et se révèle passionnante.

Cela tient beaucoup à la nature des documents laissés par Talbot : le charabia en apparence ésotérique du policier est riche d'indices une fois qu'on a pu le décrypter. Mais l'entreprise, concernant ce « mélange pernicieux de logique et d'absurde », est ardue.

Durant l'année, Strike et Ellacott parcourent quatre décennies à rebours. S'emploient à retracer tous les témoins encore vivants. S'engagent sur de fausses pistes. Croisent une armada de menteurs (et de menteuses). Et de nombreux morts. Des morts souvent reliés entre eux, et à Margot par surcroît, puisqu'ils sont tombés entre les mêmes mains meurtrières. C'est peu de dire que le dénouement est inattendu et laisse pantois.

La sixième enquête de Cormoran Strike est prévue au Royaume-Uni pour la fin de l'été. Les romans de Robert Galbraith font l'objet d'une série télé britannique depuis 2017.

Refus global

Rarement une nouvelle technologie aura soulevé autant de passions, avant même son implantation, que le développement de la téléphonie mobile cinquième génération, dite 5G. Suscitant les pires craintes sur les plans sanitaire et écologique ou en matière de sécurité et de surveillance pour les uns, elle constitue pour les autres une véritable révolution ouvrant tout un monde de possibilités.

Comment faire la part des choses? C'est là l'exercice auquel s'est prêté le collectif Atécopol, pour qui la 5G est d'abord et avant

tout un cas d'école de la course en avant technologique et de l'obsolescence programmée. En montrant les limites d'une approche strictement technocratique pour évaluer cette technologie imposée, le collectif nous rappelle que le débat entourant la 5G soulève l'enjeu de la



nécessaire appropriation démocratique des choix technologiques. La question de la technique est d'abord une question politique

DÉBRANCHER LA 5G?

ENQUÊTE SUR UNE TECHNOLOGIE IMPOSÉE

Écosociété, collection Polémos, 160 pages

J'aime ça, l'agriculture stéphane

La fracture entre le monde urbain et le monde rural ne cesse de se creuser, au Québec comme ailleurs. Pendant que les villes continuent de se développer en s'étalant toujours plus loin, les campagnes, elles, sont en proie à la désertification sociale et économique. Jusqu'où ira la déconnexion entre ces deux mondes? Quelles en seront les conséquences sur notre stabilité politique et sociale? Comment envisager l'avenir de la ruralité en contexte d'effondrement environnemental?

Pour Stéphane Gendron, notre modèle d'occupation du territoire, fondé sur l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles, est arrivé au bout de sa logique. La renaissance de la ruralité passera nécessairement par une réforme de la gouvernance et de la fiscalité municipales, un plan de repeuplement axé sur la mixité sociale, un soutien à la paysannerie et une législation plus favorable à la main-d'œuvre étrangère. Si on veut nourrir la planète d'ici 2050, il faudra aussi miser sur les nouvelles technologies, en pratiquant par exemple une agriculture hors champ, et abandonner l'élevage industriel.



Puisant dans son expérience à la mairie de Huntingdon aussi bien que dans son histoire familiale ou dans les films documentaires qui l'ont inspiré, Stéphane Gendron prend à bras-le-corps sa peur de voir disparaître le mode de vie qu'est la ruralité. Se faisant le porte-voix des campagnes, il défriche un audacieux chantier de réflexion sur l'occupation du

«S'il est un avenir pour notre territoire, il se bâtira avec des êtres humains qui ont fait un choix: celui de demeurer en ruralité.» Saurons-nous réinventer notre volonté de vivre ensemble et rapailler nos territoires?

RAPAILLER NOS TERRITOIRES PLAIDOYER POUR UNE NOUVELLE-RURALITÉ Stéphane Gendron

> Préface de Dominic Lamontagne collections Parcours. 144 pages

L'écologie réelle

Si votre entraîneur de course à pied vous disait que vous allez améliorer de 10% vos performances chaque année, vous auriez raison d'émettre quelques doutes: on ne peut pas progresser indéfiniment. C'est pourtant ce que nous font croire gouvernements et économistes quand ils nous parlent de la croissance économique.

Écologiste indien ayant étudié aux États-Unis, Mansoor Khan met à profit ce double ancrage culturel pour offrir une contre-argumentation efficace au discours dominant. Avec des images frappantes et un grand souci de vulgarisation, il explique de façon originale pourquoi notre modèle économique est voué à l'échec. Si notre esprit peut imaginer une croissance infinie et exponentielle c'est la première courbe, le concept -, notre corps nous rappelle les limites auxquelles nous buterons inévitablement, à l'image des ressources de la planète que nous ne pouvons exploiter à l'infini - c'est la deuxième courbe, la réalité. L'illustration la plus manifeste de cette finitude des ressources est le pic pétrolier autour de 2008, quand le sommet de la courbe a été atteint. C'est sur la base de ce constat que l'auteur développe la troisième courbe, celle

de la sobriété énergétique et de l'équilibre économique, à l'intérieur des limites écosystémiques de la planète. C'est seulement en identifiant les relations oubliées entre l'argent et l'énergie, le capital et les ressources, le concept et la réalité, que nous pourrons comprendre les pièges de la croissance perpétuelle et redéfinir un horizon viable.

«Une présentation claire et nette de la folie et de l'absurdité de l'hypothèse économique selon laquelle nous pourrions avoir une croissance perpétuelle et illimitée sur une planète aux ressources écologiques limitées. [...] Nous avons besoin d'un nouveau paradigme basé sur l'écologie réelle de notre planète. Le livre de Mansoor Khan est essentiel pour toutes les personnes qui veulent avancer vers ce nouveau paradigme.»

- Vandana Shiva, écrivaine et militante écologiste

LA VOIE DE LA SOBRIÉTÉ LA TROISIÈME COURBE OU LA FIN DE LA CROISSANCE Mansoor Khan. collection régulière 248 pages Traduit de l'anglais par Michel Bernard



Le repos

Par Michaël Lachance

Ça a commencé comme ça. J'ai lu Céline. Un petit café, rue Couillard, à Québec. Je déjeunais en paix, un homme, d'un certain âge, m'a croisé du coude :

- Je suis un médecin
- Et, je m'en fous ?
- Je suis un grand médecin!
- Ok, je m'en fous...
- Je suis le plus grand des médecins!
- Ok. Votre cinq pieds quatre pouces dit le contraire...
- Riez riez!

- Non, je ne ris pas.
- Alors, vous allez rire.
- Je ne sais pas.
- Vous avez quelques minutes?
- Non
- Alors, je serai bref.

Ainsi est née une histoire improbable et surréaliste. Doc, médecin radié pour ivresse, est mon meilleur ami.

Plusieurs années d'amitié, des centaines de sujets de chroniques littéraires. Doc, malheureusement, comme tout ce qui est vivant a rendu l'âme. Il s'agit d'une triste nouvelle.

Doc a été inspirant, il a aspiré beaucoup de lecteurs.

Que Dieu ait son âme.

Pour ma part, mon deuil passé, je vais longer les autoroutes et investir ma présence dans les non-lieux. Doc a été un professeur, l'élève n'a plus aucune limite.

On sait de ses modèles, on les calque ou les dépasse.

J'aurai un nouvel interlocuteur, comme on change un chat ou un chien au dix ans. VOUS AIMEZ LIRE
DROIT DE PAROLE?
VOUS POUVEZ LE
TROUVER DANS LES
LIEUX SUIVANTS

Limoilou

Alimentex

1185, 1e avenue

Bibliothèque Saint-Charles

400, 4e Avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café

421, boulevard Langelier

CAPMO

435, rue du Roi

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Bibliothèque Gabrielle-Roy

230, rue du Pont

Le Lieu

345. rue du Pont

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette, bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

Centre communautaire Édouard-Lavergne

390, Arago Ouest

Saint-Jean-Baptiste

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back 870, avenue de Salaberry

Un Coin du Monde

1150, avenue Cartier

Ste-Foy

Université Laval

Pavillons Casault et Bonnenfant

Comité logement d'aide aux locataires de Ste-Foy

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Vieux-Québec

Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

en ligne droitdeparole.org

Lisez-nous

FF DE QUÉBEC

FESTIVAL

Droit de parole Soutenez votre journal: devenez membre et ami.E! Devenez ami.E de Droit de parole Adresse: Téléphone L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 1 AN DE DROIT DE PAROLE 30\$ Abonnement individuel Abonnement institutionnel 40\$ Abonnement de soutien 50\$ DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNA Adhésion individuelle 10 S 5\$ Adhésion individuelle (à faible revenu) Adhésion de groupes et organismes 25\$ Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à : Journal Droit de parole - 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org